

Document

Ces pays qui sont parvenus à se désendetter : comment ont-ils fait ? L'exemple du Canada

(atlantico.fr)

28.11.12

Pour sortir de la spirale de la dette, le Canada s'est appuyé sur une coupe dans les dépenses publiques mais aussi sur le recul des taux d'intérêt.

Le Canada occupe souvent la première place de la liste des ajustements budgétaires réussis. La prise de conscience est venue, au moins pour partie, de la perte de son AAA par l'Etat canadien, suite à des dérapages budgétaires de grande ampleur. La pression des marchés financiers, avec une envolée des taux d'intérêt, a constitué un autre élément. Mais c'est surtout la pression populaire qui a poussé le gouvernement canadien à l'action.

Au début des années 1990, les sondages montraient que la population était prête à accepter à la fois des baisses de dépenses publiques et des hausses d'impôts. Dès lors, le consensus politique nécessaire à une réforme de fond a pu se construire. En novembre 1993, le gouvernement de Jean Chrétien est arrivé au pouvoir avec un mandat clair. **A cette date, la dette fédérale représentait 67% du PIB (et la dette publique totale 105%) et environ un tiers des recettes budgétaires était assigné au service de la dette.**

Entre 1981 et 1992, le déficit du seul budget fédéral était de 5,4% du PIB en moyenne, et de 5,8% en 1993. Dès 1994, la réduction est frappante puisque le déficit total se limitait à 3,7% du PIB, le solde primaire (hors paiement des intérêts) passant d'un déficit de 0,6 point de PIB à un excédent de 1,3 point. L'effort s'est prolongé par la suite, et en 1997 l'excédent primaire dépassait 5% du PIB. **En 2008, après quinze années successives d'excédents primaires, le ratio de dette fédérale avait été ramené d'un point haut de 67% du PIB à 36%, le ratio pour l'ensemble des entités gouvernementales reculant de 105% à 74%.**

La réforme de l'Etat fédéral a été particulièrement drastique en termes de dépenses, passées d'environ 22% du PIB en 1992 à seulement 14% en 2000. Les effectifs de fonctionnaires ont été réduits (de près de 18% entre 1992 et 1998) et leurs salaires contrôlés drastiquement. Mais aussi, **la crédibilité du plan d'action du gouvernement, avec la fixation d'objectifs budgétaires à moyen terme et de l'engagement de respecter des cibles intermédiaires, a permis au Canada de regagner la confiance des marchés.** Le rendement des obligations souveraines canadiennes a fortement reculé, le pays bénéficiant même de *spreads* de taux négatifs avec les Etats-Unis sur des périodes de temps prolongées. Dès lors, le service de la dette s'est très fortement réduit, de 5,5% du PIB en 1992 (et 32% des recettes budgétaires), à 1,8% en 2011 (et moins de 13% des recettes). Ce recul des taux d'intérêt a constitué une source très importante de réduction de l'endettement : **si elles ne s'étaient pas accompagnées d'une réduction des taux d'intérêt, les coupes dans les dépenses n'auraient pas permis une réduction du taux d'endettement, qui aurait en fait continué de croître.**

Un autre élément essentiel à la réussite canadienne a été la capacité de l'économie à absorber le choc, la croissance réelle accélérant, d'une moyenne de 2% entre 1982 et 1992 à 3,4% entre 1993 et

2003. **Si la demande intérieure finale a effectivement tenu le choc, le véritable moteur de croissance a été externe.** Le Canada a formidablement augmenté la part de ses exportations, de 25% du PIB en 1992 à plus de 38% en 2000.

Bien entendu, la réforme du marché du travail a permis au secteur manufacturier canadien de regagner en compétitivité. L'écart de coûts unitaires de production avec les Etats-Unis, qui s'était comblé rapidement au cours des années 1980, s'est stabilisé jusqu'aux années 2000, se réduisant en fait fortement si l'on tient compte des effets du change. Par la suite, ce facteur est devenu moins porteur, mais **l'explosion de la demande mondiale en matières premières, dont le sol canadien est très riche, a permis aux exportations de rester un puissant moteur de croissance.**

Finalement tout n'a pas été positif dans l'expérience canadienne. Si dans un premier temps, une partie non négligeable des dépenses fédérales a été transférée aux provinces, celles-ci ont du, à leur tour, réduire leurs déficits. **Mais équilibrer un budget est toujours plus facile à une échelle fédérale que locale, et, finalement, les dépenses qui n'étaient plus prises en charge par les autorités publiques ont du l'être par le secteur privé.** Les ménages ont ainsi réduit leur épargne de façon drastique, et, plus récemment poussés par des taux d'intérêt très faibles, leur endettement a explosé. Rapportée au revenu disponible, la dette des ménages canadiens, qui se limitait à environ 75% au début des années 1990, dépasse aujourd'hui les 150%. Rappelons qu'au plus haut, ce ratio était inférieur à 130% aux Etats-Unis...